

Quelle politique de l'emploi dans la crise ?

par Marion Cochard

(Point de vue paru sur le site lemonde.fr, [ici](#))

Après une accalmie d'une année seulement, les chiffres du chômage sont repartis à la hausse depuis avril 2011. On voit se remettre en place l'enchaînement récessif de 2008 : gel des embauches, non-reconduction des contrats d'intérim et des CDD, puis licenciements économiques en fin d'année. En cause bien sûr, le retournement conjoncturel en cours, qui intervient alors que les marges des entreprises françaises sont encore dégradées par le choc de 2008-2009, et particulièrement dans l'industrie. Les entreprises fragilisées n'ont plus aujourd'hui la capacité d'amortir cette rechute comme elles l'avaient fait il y a 4 ans. L'économie française devrait retomber en récession dès le quatrième trimestre 2011, et nous prévoyons une chute de l'activité de 0,2% en 2012. Quand on sait qu'une croissance annuelle de 1,1% est nécessaire pour commencer à créer des emplois, la reprise des destructions d'emplois paraît inévitable. Si l'on ajoute à ce sombre constat une population active toujours dynamique, le nombre de chômeurs franchirait la barre des 3 millions d'ici la fin de l'année.

A l'aube d'un sommet social sous tension, quelles sont donc les options qui permettraient d'amortir l'impact de crise sur le marché du travail ? Dans l'urgence de la crise, le gouvernement dispose de deux principaux leviers très réactifs et peu coûteux : le chômage partiel et les emplois aidés dans le secteur non marchand.

Le chômage partiel, d'abord, permet d'amortir les difficultés conjoncturelles rencontrées par les entreprises et de

conserver les compétences au sein de l'entreprise. Il existe des marges importantes pour élargir le dispositif. A titre de comparaison, la durée maximale d'indemnisation au titre du chômage partiel a été portée à 24 mois en 2009 en Allemagne, contre 12 mois en France. En outre, la prise en charge de l'Etat, nettement supérieure en Allemagne, explique en partie le large usage qui y en a été fait : le chômage partiel y a touché 1,5 millions de personnes au pire de la crise, contre 266 000 en France. Une telle orientation pèserait par ailleurs très peu sur les finances publiques, car aux 610 millions d'euros déboursés par l'Etat au titre du chômage partiel en 2009, on peut opposer les indemnités chômage économisées, et la préservation du capital humain.

Mais le chômage partiel profite avant tout aux emplois industriels stables. Or, les premières victimes de la crise sont précisément les emplois précaires et les jeunes. C'est à ces catégories de population que s'adressent les emplois aidés. Là aussi, le gouvernement dispose de marges de manœuvre puisque depuis fin 2010, 70 000 contrats aidés non-marchands ont été détruits –et 300 000 depuis le début des années 2000– et que le dispositif n'est pas très coûteux. La création de 200 000 emplois aidés coûterait ainsi 1 milliard d'euros à l'Etat, à comparer au manque à gagner de 4,5 milliards lié à la défiscalisation des heures supplémentaires, en contradiction avec la logique du chômage partiel. Ciblés sur les catégories de chômeurs les plus éloignées de l'emploi – chômeurs de longue durée, peu qualifiés... – ces dispositifs permettraient de réduire le risque d'éloignement du marché du travail.

Pour autant, si ces outils doivent être mobilisés dans l'immédiat, ils n'en demeurent pas moins des dispositifs de court terme. Le chômage partiel reste circonscrit aux secteurs industriels à 80%, et pour des recours de courte durée. Si la situation économique demeure dégradée, on sait que le dispositif ne fait que retarder les licenciements. De même,

les emplois aidés n'ont pas vocation à être pérennisés. Ce sont des emplois faiblement rémunérés, à temps partiel, qui visent la réinsertion sur le marché du travail mais ne doivent pas constituer une perspective durable.

L'enjeu majeur est donc celui du diagnostic de la situation économique actuelle. En concentrant les négociations sur la question du chômage partiel et de l'emploi aidé, le gouvernement semble faire le pari d'une reprise rapide. Pourtant, c'est bien la conjonction des plans de rigueur à l'échelle européenne qui pèsera sur la croissance dans les années à venir. Et cette politique de réduction des déficits publics, qui coûtera 1,4 point de croissance à la France en 2012, devrait perdurer au moins en 2013. Difficile, dans ces conditions, d'espérer sortir assez rapidement de l'enlisement pour éviter la catastrophe sociale qui s'annonce. A moins d'envisager une nouvelle baisse pérenne du temps de travail et des créations d'emplois publics, la meilleure politique de l'emploi reste l'activité. C'est donc avant tout la question de la gouvernance macro-économique qui se pose aujourd'hui, en France comme dans l'ensemble de la zone euro.

The Paradox of Confidence

by Augusto Hasman, département Innovation et Concurrence de l'OFCE

An interesting question raised in many forums is why Greek depositors continue to have confidence in their government while Greek bonds holders do not.

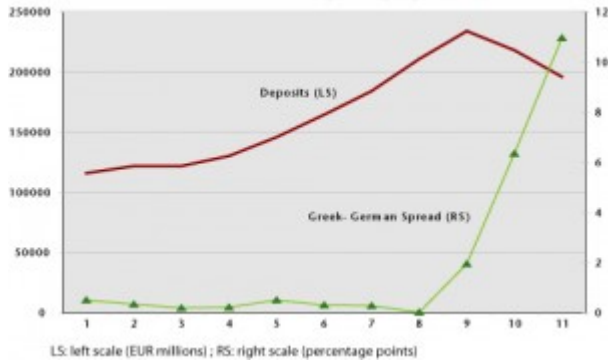
The Hellenic Deposit and Investment Guarantee Fund's (HDIFGF) derives resources from initial membership as well as from annual contributions paid by credit institutions. If these

resources are not sufficient to compensate depositors in case of failures, supplementary resources are provided by the Central Bank (Law 3746/2009).

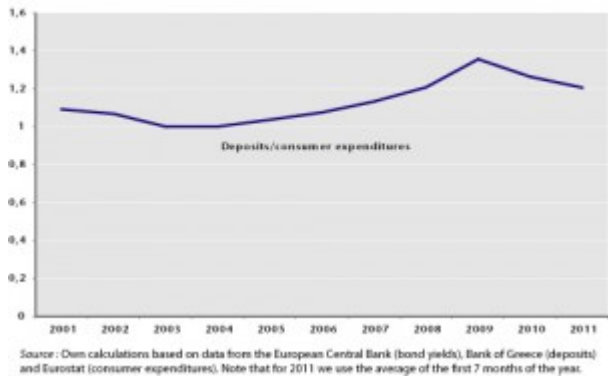
But in the case of a bank run, would the Greek government be able to pay those depositors without the help of the European Central Bank? The Greek debt is now 153% of the GDP, up from 106% in 2007. Is it reasonable to believe that the government can raise extra funds in case of a bank run without the need to print money and with no explicit guarantee? (In practice, the European Central Bank is not obliged to bailout Greek banks or to insure Greek depositors).

In the aftermath of Irish increase of the deposit guarantee in 2008, many countries followed suit in order to prevent depositors from looking for safer accounts in other European countries. Greece was one of them. It increased the insurance to cover deposits up to 100,000€. That might be one of the reasons why Greek bank deposits increased considerably during 2008 and 2009 (14.4 and 11% respectively). Although it seems to be that depositors are turning their back to the banks (deposits have been falling since then, -6.7% in 2010 and -10.14% during the first 7 months of 2011), once considering the effect of the fall of income, the deposit/consumption ratio is still over the average for the decade (the ratio between deposits and consumer expenditures is decreasing but it is still higher than what it was during the period 2001-2008, figure 2). Surprisingly, depositors' behaviour has not been really affected by the country risk (see figure 1, the spread of Greek bonds over the German ones is a measure of government risk and it has risen).

Graphique 1. Households and companies deposits in Greek banks (in millions of euros), and Greek/German bond spread (10 year yield in %)



Graphique 2. Ratio between deposits and consumer expenditures



What makes Greek depositors apparently so confident in their banks? It must be recalled that beyond deposit insurance, it might take time if depositors were to get their money back in case of failures, (up to 6 months according to the HDIFGF – ask Northern Rock depositors for more information about the subject!). What would happen if eventually Greece decided to abandon the Euro? In which currency would depositors expect to be paid? In this case better ask the question to Argentinean depositors!

I do not want to spread fear among Greek depositors but to debate the implications of greater financial integration without an explicit European safety net. For example, should deposit insurance be a national matter or a European one? What about supervision? Today the centre of the hurricane is in Greece, but the risk of contagion to other countries is high.

Bienvenue à nos lecteurs

par **Philippe Weil**, président de l'OFCE

Ce blog est un travail collectif de l'OFCE qui présente sous une forme simple, rapide et attrayante ses analyses des [grandes questions de politique économique](#), ses recherches et ses [prévisions macroéconomiques](#).

L'OFCE n'est pas monolithique, il s'exprime – en toute indépendance et sans esprit partisan – par la voix de ses chercheurs. Il n'y a pas de pensée unique de l'OFCE. Derrière la diversité des approches et la variété des sujets qui seront abordés dans ce blog, la seule unité est celle que donne la rigueur de l'analyse économique.

L'OFCE est désormais présent dans la blogosphère pour y accomplir sa mission : animer le débat public, susciter la réflexion, poser des questions et apporter, quand cela est possible, les réponses que suggèrent la théorie économique et les travaux empiriques.

L'OFCE est un observatoire (français des conjonctures économiques) mais, comme Jean-Marcel Jeanneney et Jean-Paul Fitoussi avant moi, j'entends qu'il observe pour influencer, qu'il analyse pour contribuer. L'OFCE n'est pas un [Monday morning quarterback](#) qui, du confort des tribunes, étudierait après coup le match du weekend et décernerait avec morgue bons et mauvais points en ignorant allègrement les difficultés auxquelles font face les décideurs. Rien de cela ici, juste une tentative humble mais déterminée d'enrichir le débat public.

*Le comité de rédaction du blog de l'OFCE est dirigé par [Jérôme Creel](#) et composé d' [Éric Heyer](#), [Hélène Périvier](#) et [Francesco Saraceno](#)

To our English-speaking friends

by **Philippe Weil**, president of OFCE

Yes, I know, it looks like we are ignoring you by launching in French this collective blog of OFCE, the French Economic Observatory. *Le français* is a beautiful language but not all of you may understand it. We must make sure our primary audience – the community of French policy makers, journalists, business people and academics – can read us and not all of them, alas, can (yet) do it *dans la langue de Shakespeare*. So please forgive us if most of this blog is in French.

We will post for you in English, though, from time to time (hopefully with an increasing frequency!) when we want to make sure we can reach you. The mission entrusted to OFCE is to bring the insights of economics to bear on the analysis of the business cycle and of the policy challenges facing the country. In our globalized world, most of our contributions are relevant beyond France. So, please, bookmark this blog and keep an eye on it, you too are our target audience and we will not forget you!